

CHRONIQUE

Mais que se passe-t-il au Sahel ?

26/08/2019



Rahmane Idrissa Chercheur senior, African Studies Centre, Université de Leyde, Pays-Bas

Niger, Burkina Faso ou Mali, ces trois pays du Sahel connaissent depuis quelques années une crise dont on a parfois du mal à comprendre les ressorts. En dehors de la guerre de « Boko Haram », qui est née de dynamiques propres au contexte du Nigeria, les troubles du Sahel ont en fait des causes largement extérieures. Mais leur ampleur et leur persistance menaçantes tiennent à un problème très sahélien, ou plus largement africain : celui de l'interminable construction d'un Etat moderne.

Plus une *fitna* qu'une guerre

Commençons d'abord par ce que sont ces « troubles » du Sahel. Troubles parce que « guerre » serait trop dire, même si la paix est absente. Il existe un mot arabe, en usage localement, qui résume parfaitement la chose : *fitna*, « la discorde violente ». Les médias parlent de « conflits communautaires », de « terrorisme », de « djihad ». Dans mon jargon de chercheur, je parle de « conflictualités » qu'on peut très schématiquement expliquer par des conflits chroniques entre communautés rurales autour des ressources naturelles, essentiellement, les terres et l'eau. Ces conflits qui ont une dimension « ethnique » sont surtout des conflits économiques.

Les communautés sont en effet moins divisées par leur ethnicité que par leurs vocations économiques : la culture des champs ou l'élevage, sources de deux types de capital de subsistance, la graine et le cheptel. A cet égard, les dissensions les plus fréquentes éclatent à certains moments de l'année entre cultivateurs et éleveurs. Ces conflits ont aussi une dimension politique relative à l'équilibre des forces entre groupes, équilibre surtout géré par les autorités coutumières et plus ou moins fragile selon leurs relations avec l'appareil d'Etat.

Au Niger, l'intégration de la chefferie coutumière à l'administration territoriale et judiciaire d'Etat signifie qu'une consolidation de cet équilibre est largement entamée. Mais même au Mali et au Burkina où elle ne l'est pas, l'équilibre ne s'est jamais complètement effondré avant 2011-2012. Il y a eu des crises, des épisodes de violence, mais cela a toujours pu être « géré ». D'où la question : pourquoi après 2011, la rupture de l'équilibre a-t-elle mené à la *fitna* généralisée que nous voyons aujourd'hui au nord et au centre du Mali, au nord et à l'est du Burkina, et dans les zones du Niger frontalières avec ces deux pays ?

Le tournant de 2011, la chute de Kadhafi

Le fait nouveau, c'est l'intervention de forces étrangères sur le terrain sahélien à la suite de l'insurrection « touarègue » au Nord Mali, elle-même résultat de la destruction de l'Etat libyen en 2011 : les soi-disant djihadistes d'obédience salafiste largement originaires du Maghreb (surtout d'Algérie), et les Français et leurs alliés ou partenaires occidentaux, avec l'ONU à la remorque.

Ces forces extérieures ont amené les forces locales à s'aligner derrière elles, dans ce qui est souvent présenté, subtilement ou moins subtilement, comme un nouveau clash entre l'Occident et le Califat. Certains groupes locaux, comme Ansar Dine, Mujao ou la Katiba Macina au Mali, ont ainsi déployé la bannière du djihad derrière leurs patrons de l'Etat islamique au Grand Sahara (EIGS), un réseau dont la tortueuse généalogie remonte au Front islamique du salut et à la guerre civile algérienne des années 1990. De leurs côtés, les Etats, notamment celui du Niger, et certains groupes armés touaregs, en particulier ceux qui rêvent de transformer la province malienne de Kidal en Etat indépendant ou autonome, se sont rangés derrière la France et les Occidentaux.

Les motivations de ces forces motrices – l'EIGS et la France – sont troubles. Certains voient derrière l'EIGS la main clandestine de l'armée algérienne, et soupçonnent la France de n'être pas pressée de voir la paix revenir dans le secteur. Et si ces thèses ont certes souvent un aspect complotiste, elles ne sont pas complètement erronées. La France est dans une logique d'affrontement, pas d'apaisement, elle se voit comme combattant une menace stratégique pour « l'Occident » et donc comme remplissant un rôle de gendarmes du « monde civilisé » en Afrique occidentale ex-française et comme garantissant, vis-à-vis des Etats locaux, leurs intérêts de patron et de suzerain.

Les motivations des Etats locaux – plus précisément le Mali et le Niger – sont moins troubles : des « profiteurs de guerre » existent, pour qui toute cette conflictualité est devenue une source de rente pécuniaire et d'influence sociopolitique. Si la paix tarde à revenir dans le Sahel, ce n'est donc pas simplement parce que les « bons » (Occidentaux et alliés) ont un mal fou à vaincre des « mauvais » (terroristes et bandits) particulièrement retors. Les choses sont plus compliquées que cela.

Des causes socioéconomiques

Si les intrusions étrangères à la région jouent un rôle moteur dans les troubles locaux, elles n'ont pu être possibles en réalité qu'à cause de l'économie politique de la région : le capitalisme, plus encore que l'Etat, est le grand uniformisateur des sociétés modernes. Il les transforme en classes de consommateurs et de producteurs, de capitalistes et de travailleurs, et il les soumet à des logiques capables de transcender, au plan matériel, les vieilles divisions traditionnelles et ethniques. « *Tout ce qui est solide se volatilise* », nous dit Karl Marx à ce sujet. Dans les campagnes du Sahel (et ailleurs en Afrique), bien peu de ce qui est solide s'est « volatilisé ». Cela peut produire d'attrayantes cultures folklorisées, mais aussi des antagonismes enracinés dans les antiques spécialisations communautaires en « laboureurs » et « pasteurs », par exemple.

Par ailleurs, l'absence de révolution capitaliste (le fameux « développement ») signifie que les Etats ont une base socioéconomique des plus étroites au sein de nations plus ou moins communautarisées. Sous l'hégémonie de la vulgate néolibérale, les Etats se sont restreints à leurs attributions « régaliennes » en négligeant leurs attributions de « service » (politiques sociale, économique ou environnementale). Or, si le régalien est le lieu du « monopole de la violence » comme le disait le sociologue Max Weber, le service est celui de la « légitimation » de ce monopole. Sans compter que sur l'aspect régalien, la vie politique est débilitee par une permanente bagarre de chiffonniers au sein des élites dirigeantes.